

POUR NOS GENS

C'est pour nos gens de l'Ontario que je viens tendre la main. Je m'en fais un devoir patriotique, plus que cela, un devoir de famille.

En effet sans compter d'innombrables cousines et *connaissances*, six sœurs à moi sont engagées par vœu de religion à consacrer leur vie à l'éducation des petits Canadiens d'Ontario. L'une d'elles est morte à la peine, les autres se dévouent avec un entrain que j'admire et que je dois seconder.

Depuis des années, soir et matin, sous les quolibets des décroisseurs et des terrassiers d'une race supérieure, elles traversent les longues rues d'Ottawa qui les conduisent à leurs écoles. L'aînée, supérieure de douze religieuses enseignantes, essuie depuis deux ans les avanies d'un régime persécuteur, les ennuis de la double inspection l'espionnage, la dénonciation et la misère.

Car les récents malentendus de la commission scolaire d'Ottawa l'ont laissée à la merci de ses fournisseurs. Elle qui avait horreur des dettes, elle s'est vue forcée de ne vivre que de dettes. Pendant un an, chaque mois la ramena en présence de ses factures criardes et de sa caisse vide. C'était l'angoisse de ses jours et le cauchemar de ses nuits.

Après les heures de classe, tandis que deux de ses subordonnées donnaient, pour gagner quelque argent, des leçons de musique à domicile, elle exerçait, avec ses autres compagnes, jusqu'au métier de cordonnier pour gagner des sous. Elles mirent en grand honneur la cuisine *canadienne*, cette cuisine mieux faite pour des bûcherons que pour des institutrices. Elles s'interdirent impitoyablement tout ce qui n'était pas le strict nécessaire. "Ne nous croyez pas malheureuses," écrit cependant la supérieure; "nous sentons les effets de la pauvreté, que nous ne connaissons réellement pas en communauté. Nous ménageons les billets de tramway, notre santé n'en est que meilleure." Un point l'attriste toutefois: d'autres Sœurs, des Frères, sont plus à plaindre qu'elle.

Voilà jusqu'où l'on se sacrifie, dans la ville d'Ottawa, pour conserver le droit d'enseigner du français aux enfants des gens de notre race. A nous, on demande une aumône, aussi forte que nos moyens la permettraient, aussi généreuse que notre cœur nous l'inspirera.

Ce que nous ne donnerons pas, les Canadiens d'Ontario, déjà pauvres et tondus tant de fois, se saigneront pour le donner. Ce sont des milliers et des milliers de piastres qu'il leur faut pour faire reconnaître devant les cours de justice un droit que la Constitution leur garantit, mais que le gouvernement leur refuse, celui de faire apprendre à leurs enfants la langue que parlaient leurs pères.

LÉON GUAY.